

# L'ÉDITO

Véronique Lamquin

## NOUVEAU SUCCÈS AVANT LA TRÊVE POUR CHARLES MICHEL

**C**harles Michel a le sens de la trêve. A la veille de Noël, il avait glissé une paix sociale pour le moins inespérée sous le sapin. La trêve des confiseurs tranchait, d'un coup, avec les semaines de conflits politiques et sociaux qui avaient empoisonné les premiers temps de la suédoise. Cette fois, rebelote : bien aidé par un miracle, le Premier ministre devrait assurer une trêve pascale en net contraste avec le chaos et les polémiques de ces derniers jours, pollués par les propos de Bart De Wever sur le racisme. En prime, les quatre partis de la coalition fédérale ont réussi leur communication de bout en bout. La discrétion absolue qu'ils ont tous observée leur a permis de boucler très vite le budget, certes bien moins difficile qu'annoncé. Lundi soir, le service après-vente aussi était à la hauteur : les vice-Premiers rivalisaient d'ode à la cohésion (retrouvée) de l'équipe ; même le président de la N-VA s'est fendu d'un tweet louangeur. Charles Michel peut légitimement revendiquer ce succès : on lui prédisait le pire, il s'en est parfaitement tiré.

A un bémol près : la concertation avec les Régions a, de nouveau, été plus que défailante. Dans un fédéralisme digne de ce nom, il

**Un bémol : la concertation avec les Régions a été plus**

**que défailante**

n'est pas acceptable que les trois ministres du Budget apprennent fin mars, par un simple courrier de l'administration des Finances, qu'ils doivent, pour l'exercice en cours, trouver 750 millions supplémentaires. Alors bien sûr, la rivalité PS/MR ne facilite pas le dialogue entre les gouvernements fédéral et fédérés. Mais la responsabilité d'organiser le dialogue incombe d'abord et avant tout au Premier ministre. Ces derniers temps, les dossiers de conflits entre niveaux de pouvoir s'accumulent, sur le saut d'index pour les loyers ou les allocations familiales, sur le Thalys wallon... La répartition de l'effort budgétaire est un enjeu autrement plus important, qui ne se résoudra pas à coups d'invectives dans la presse. Il est urgent que les ministres-présidents et le locataire du Seize affrontent cette discussion, qui conditionne leur législation.

Pour qu'elle puisse être menée sereinement, il faudra par ailleurs que la fiabilité des données budgétaires soit assurée. Or, ces dernières semaines, les erreurs s'enchaînent : un logiciel de l'Office des pensions fait déraiper le budget de la Sécu, le Conseil supérieur des Finances et le Comité de monitoring divergent de près de 700 millions quant à l'évaluation de l'effort et le SPF Finances apporte des corrections de 750 millions. De quoi, parfois, douter...